

LA POLITIQUE À L'ÈRE DE DONALD TRUMP

Ça fait déjà plusieurs années qu'on dénonce le cynisme de nos populations à l'endroit de la politique. On se souvient à peine d'une époque où la politique et les politiciens jouissaient d'une certaine considération. Depuis une vingtaine d'années, la manière par excellence d'aborder la politique, c'est d'en rire. Même les hommes et femmes politiques qui nous courtisent se doivent de s'exposer à l'atmosphère décontractée des émissions de télévision populaires. On peut dire en général que ces personnes ont perdu toute crédibilité. Même les journalistes et autres commentateurs qui traitent de la chose politique ne méritent guère plus de confiance que des vendeurs de voitures d'occasion. Les campagnes électorales sont vues comme des combats sportifs.

Comment peut-on résister au cynisme ambiant alors que les moyens les plus immoraux sont susceptibles de conduire aux plus hautes fonctions politiques? Quand le respect de la vérité n'a plus sa place dans le discours électoral, quand on en est venu à considérer un bon punch, une bonne histoire comme un atout électoral, quel qu'en soit le fondement. Quand la fiction l'emporte sur la réalité. Comment croire encore à la noblesse de l'ordre politique, à la morale sociale des églises chrétiennes?

Il n'y a pas de réponse facile à ces questions. Il faut continuer de les poser à la lumière de l'Évangile.

Pourtant, pas de politique, pas de société, pas de solidarité. Quand la politique ne fonctionne plus, c'est la guerre.

Essayons de comprendre la signification de l'élection de Donald Trump aux États-Unis. Je tenterai ensuite de rendre compte de la vague de populisme qui déferle partout en Occident. Posons-nous enfin la question : comment un chrétien peut-il réagir à tout cela?

Le phénomène Trump

Je veux commencer avec une réflexion de Lise Bissonnette sur le comportement des journalistes durant la campagne électorale. Plusieurs se sont sentis coupables de ne pas avoir vu venir Donald Trump : « Ils se reprochent d'avoir trop fréquenté " les élites " au lieu de s'être portés vers ceux que Donald Trump a appelés " l'homme et la femme oubliés " lors de son discours de victoire, définition des territoires ruraux et des industries déprimées que ce démagogue furieux venait de mettre dans sa poche arrière.

La contrition est mal venue. Car il est faux d'affirmer que les médias n'ont pas répercuté, mis en lumière, dénoncé et exprimé la nausée générale devant la croisade fanatique qu'ils observaient. Quiconque a lu la presse américaine durant la dernière année a pu recueillir au jour le jour mille réfutations factuelles des mensonges permanents de cette campagne. Aurait-il fallu mettre moins de temps et de soin à débusquer ces faussetés et aller fabriquer du human story par les villes et par les champs ? Cela aurait-il modifié le choix d'un électeur sur deux ? Je ne peux le croire. Notre prédiction des résultats aurait peut-être été plus juste, mais prédire n'est pas notre métier, c'est celui des sondeurs.

Le problème, le mur qu'a rencontré le journalisme de qualité -- à distinguer du fleuve boueux des médias sociaux -- n'était pas tant le mensonge ordinaire des élections que la fabrication délibérée d'un énorme mirage qui promettait aux plus vulnérables un monde meilleur. Et contre le mirage, contre la fraude qu'est un mirage fabriqué par des humains, la seule parade est la lutte contre l'ignorance. Les faits, la quête des faits, l'argumentation fondée sur les faits, tel est notre travail et tel il doit demeurer. Et ceux qui nous donnent accès aux faits -- la science, l'université, la recherche, la statistique, les observatoires, les conférences, les bibliothèques, les librairies, l'histoire, les médias de référence eux-mêmes et leurs sources validées -- appartiennent à ce qu'on nomme les élites. Celles-là mêmes qu'on méprise aujourd'hui en accordant plutôt au fraudeur une sorte de génie qui lui aurait conféré le bon regard sur le peuple. » (Lise Bissonnette, *Le Devoir*, 21.11.16 A7, « Pour une résistance »)

Vous comprendrez que je ne suis pas porté le moins du monde à accorder de l'attention à ceux et celles qui croient avoir découvert le vrai Trump et à légitimer en quelque sorte son élection.

Un menteur, un tricheur, un misogyne, incapable de se concentrer pour plus de 5 minutes, narcissique, raciste. Un homme qui traite les émigrés mexicains de criminels, de vendeurs de drogues et de violeurs. Un homme qui s'engage à déporter les 11 millions d'immigrants illégaux qui se trouvent aux États-Unis, à bannir l'entrée au pays des Musulmans originaires de pays arabes considérés comme des sanctuaires de terroristes.

Mais il est populaire. Pourquoi ?

Pour certains sa popularité tient surtout au ras-le-bol d'une bonne partie de la population à l'endroit de « l'establishment politique -que représentait Mme Clinton- qui agit en sous-fifre des multinationales et de Wall Street, sans considération des gens et du bien commun. » (Ravet, *Relations*, janv. 17)

Disposons tout de suite de cette explication. Elle aurait un sens si Bernie Sanders (candidat à la primaire démocrate qui exprimait bien ce ras-le-bol) avait été élu. Mais ce n'est pas le cas. Bernie Sanders, en dépit de tout ce qu'il pouvait reprocher à Mme Clinton, n'a pas hésité à faire campagne en sa faveur en obtenant d'elle quelques concessions. Quoi qu'on en dise, le programme d'Hillary Clinton était nettement plus favorable aux défavorisés que celui de Trump (si on peut parler de programme). Elle s'engageait à augmenter les taxes des plus riches tandis que Trump promet des coupures radicales et la fin des timides règlementations qu'on avait imposées aux transactions financières. Elle promettait une aide substantielle à l'éducation. Elle parlait d'investissements dans l'économie renouvelable. Elle annonçait un accroissement de l'accueil des réfugiés. Il y avait donc dans le programme démocrate des éléments de progressisme et de justice sociale, quels qu'aient été les liens de la candidate avec les grandes fortunes. Pour quelqu'un qui entendait lutter contre l'emprise des multinationales sur la société et réduire les écarts de richesse, le choix était clair.

Pourquoi ne l'a-t-on pas fait ? D'abord, de toute évidence, parce que la candidate a été diabolisée outre mesure. On l'a considérée comme une criminelle en raison d'écarts de conduite et de négligences dans la gestion de ses courriels. Une accusation tout à fait disproportionnée entretenue fort habilement par Trump. Dans bien des milieux aux États-Unis, on ne voulait pas d'une femme au pouvoir. Il est bien vrai aussi qu'elle représentait la continuité mais en quoi cette

continuité était-elle insupportable pour certains ? Voilà la question qu'il faut poser. Je ne crois pas que cela tenait aux écarts entre les riches et les pauvres. Si vraiment c'était le cas, pourquoi alors s'en remettre à un milliardaire résolu à diminuer les interventions de l'État, la redistribution de la richesse sans faire preuve de quelle considération que ce soit pour la justice sociale ?

Une explication plus intéressante était déjà apportée par un philosophe lucide il y a près de vingt ans. Comme quoi on a intérêt à envisager le phénomène Trump comme un mal qui ronge depuis longtemps la société américaine.

Déjà, en 1998, Richard Rorty écrivait ce qui suit :

« Un bon jour, l'électorat régional décidera que le système les a trompés et se mettra à la recherche d'un homme fort pour qui voter, quelqu'un qui voudra leur donner l'assurance que, s'il est élu, les bureaucrates suffisants, les avocats retors, les courtiers excessivement rémunérés et les professeurs postmodernistes cesseront de mener le jeu... Une chose qui est susceptible de se produire, c'est que les gains obtenus durant les 40 dernières années par les Américains noirs et bruns et par les homosexuels seront effacés. Le mépris facétieux envers les femmes redeviendra à la mode... Tout le ressentiment qu'éprouvent les Américains peu instruits d'avoir leurs manières dictées par des diplômés universitaires trouvera un débouché. »

« The nonsuburban electorate will decide that the system has failed and start looking around for a strongman to vote for—someone willing to assure them that, once he is elected, the smug bureaucrats, tricky lawyers, overpaid bond salesmen, and postmodernist professors will no longer be calling the shots. . . . One thing that is very likely to happen is that the gains made in the past forty years by black and brown Americans, and by homosexuals, will be wiped out. Jocular contempt for women will come back into fashion. . . . All the resentment which badly educated Americans feel about having their manners dictated to them by college graduates will find an outlet. »

Richard Rorty, *Achieving our Country*, 1998. Cité par David Remmick, « Obama reckons with a Trump Presidency », *The Newyorker*, 28 nov. 2016.

Je pense que cette prédiction s'appliquait déjà partiellement à l'élection de 2000 dans laquelle les Américains ont préféré George W. Bush, un gars sympathique avec qui on aurait volontiers pris une bière, au vice-président Al Gore, un homme d'expérience qui avait des allures d'universitaire. Mais Bush demeurait un homme poli et bien élevé. Il en est allé de même des candidats républicains aux élections de 2008 et 2012. McCain et Romney ont tous les deux eu raison des hurluberlus qui se sont manifestés aux primaires et qui s'engageaient, comme Trump en 2016, à casser la baraque au nom du « gros bon sens du monde ordinaire ». Mais le parti républicain poursuivait sa dégénérescence. Il a été gangrené par le Tea Party, créé au moment même où Obama prenait le pouvoir et mettait en place son plan d'assurance-maladie. L'objectif majeur, tel qu'annoncé par le leader républicain au Sénat, c'était d'empêcher Obama d'obtenir un second mandat.

Trump représente, en quelque sorte, l'épidémie de ce mouvement, l'extrême limite de la révolte de l'Amérique profonde, des oubliés du système.

Voyons-y tout de même de plus près. Écoutons les électeurs de Trump.

Ils se plaignaient des emplois perdus.

Le message de Trump les touchait de près. Il allait restaurer la grandeur de l'Amérique, le rêve américain qui consiste à offrir des emplois à tous les travailleurs de bonne volonté. Les emplois avaient été perdus, disait-il, en raison de la mondialisation qui prévaut partout et qui permet les délocalisations. Les emplois sont allés au Mexique ou en Chine. Souvent, ils ont été perdus en raison des contraintes imposées aux entreprises par des politiques environnementales, notamment dans l'industrie du charbon.

Trump se gardait bien de mentionner que la majorité des emplois perdus dépendaient bien plus de l'automatisation toujours croissante des manufactures que des délocalisations. Que des industries polluantes comme les mines de charbon n'avaient aucun avenir, en raison même du marché et de la concurrence d'autres sources d'énergie comme le gaz de schiste. Il ne parlait pas non plus du fait que les pertes d'emplois étaient largement comblées par de nouveaux emplois créés sous l'administration d'Obama. Il n'en demeure pas moins que le pauvre type qui a perdu sa « job » n'est pas en mesure d'accéder à ces nouveaux emplois. Une situation pénible plus ou moins ignorée par la campagne démocrate.

Ils déploraient une attention excessive portée aux immigrants

Les immigrants nous volent nos « jobs ». Voilà une affirmation entendue aux États-Unis, chez nous et un peu partout. Une affirmation qui fait son chemin même si elle est le plus souvent sans fondement. Les immigrants ne volent pas les emplois des natifs. Bien au contraire, ils sont fréquemment objet de discrimination en faveur des citoyens bien établis.

« Nous sommes envahis par les immigrants. Nous ne reconnaissons plus notre pays ». Il faut dire qu'aux États-Unis, plus de 11 millions d'immigrants vivent dans l'illégalité. Pour plusieurs Américains, c'est là une situation inacceptable et injuste à l'égard de ceux qui ont immigré en bonne et due forme. Mais il est apparu depuis longtemps à la majorité des personnes responsables des deux grands partis politiques américains qu'il est impensable et impossible de renvoyer systématiquement ces hordes de population dans le pays dont ils sont issus. La plupart d'entre eux sont bien installés et occupent des emplois utiles, des emplois dont ne veulent pas le plus souvent les citoyens légaux. Obama avait proposé une formule selon laquelle plusieurs d'entre eux pouvaient légaliser leur situation sans quitter le pays. Même George W. Bush avait proposé une politique semblable. Mais les élus du Congrès se sont toujours opposés.

Trump, qui sait parler simplement comme tout le monde, s'engage au renvoi radical de tous les illégaux, à commencer par les quelques millions qu'il identifie sans vergogne et sans vérification comme des criminels. Enfin, voici quelqu'un qui sort des sentiers battus du politiquement correct pour dire ce qu'il faut dire et agir comme il faut agir !

Trump reproche aussi à son adversaire d'encourager une immigration massive, de vouloir accueillir plus de réfugiés. Il s'adresse aux inquiétudes populaires et s'engage à restreindre l'immigration et à bannir les Musulmans pour être bien sûr que des terroristes islamiques ne se

frayeront pas un chemin au pays. Il reproche à Obama et à Clinton de ne pas nommer les terroristes par leurs noms : des Islamistes radicaux. Obama s'est expliqué là dessus. Il ne veut pas offenser ces millions de Musulmans innocents dont certains peuvent être radicaux sans être terroristes. Il veut éviter un conflit de civilisations. Mais cela ne convainc pas beaucoup de monde. Il faut dire aussi que l'accueil de réfugiés syriens est demeuré en fait très restreint aux États-Unis en 2016, bien plus faible que celui offert par le Canada.

Les Démocrates ont méprisé les populations rurales

C'est peut-être vrai. Mais il faut dire aussi que le système américain accorde une importance prononcée aux régions peu peuplées. Chaque État peut être représenté par deux sénateurs, quelle que soit la population. Ainsi le Wyoming, avec une population de 500 000 est aussi bien représenté que la Californie qui fait plus de 30 millions. En conséquence, un vote de 50% des sénateurs pourrait ne représenter que 10% de la population. De plus, le collège électoral est formé par l'addition des 100 sénateurs aux 435 représentants. Ce qui augmente les votes électoraux des petits États aux dépens des grands. Enfin, chaque État possède son propre système gouvernemental.

Il est notoire que les fermiers, en raison de puissants lobbys et du système électoral sont fort bien entendus à Washington.

Les Américains en ont marre des politiciens de Washington

Quand ça va mal aux États-Unis, on dit spontanément que c'est la faute au gouvernement et aux politiciens. Pourtant on ne saurait ignorer que l'entreprise privée porte une large part de responsabilité de la disparité des richesses.

Cette attitude vis-à-vis de l'État remonte à loin dans l'histoire des États-Unis. Les pères fondateurs étaient obsédés par les abus de pouvoir de la Grande-Bretagne et ils ont voulu restreindre l'intervention politique à sa plus simple expression. C'est pourquoi il est si difficile de passer une loi en ce pays en raison de la séparation des pouvoirs à plusieurs niveaux. Certains présidents se sont démarqués par rapport à cette attitude, tels T.D. Roosevelt et ses politiques anti-trusts. Tels aussi certains présidents démocrates.

La réaction typique de l'électeur blanc des régions qui votent habituellement républicain, c'est de ne pas compter sur l'aide de l'État mais bien plutôt sur des emplois qui leur permettront de s'enrichir eux-mêmes. « On voulait des jobs, on nous a donné l'assurance-maladie », disait-on en dérision de la politique d'Obama.

La grande peur

Un sentiment de peur s'est manifesté dans les populations blanches rurales et semi-rurales. Ce n'est pas la première fois. La peur a souvent fait surface dans l'histoire des États-Unis. L'individualisme américain accolé à la conscience de la mission civilisatrice des Américains d'origine européenne a souvent donné lieu à une perception de catastrophe, du sentiment que la société américaine est infiltrée par des éléments pervers. Pensons seulement au maccarthysme des

années cinquante. Aujourd'hui, pour beaucoup d'Américains, ce sont les immigrants qui menacent les traditions américaines et les valeurs qui les accompagnent. Les latinos qui bientôt, avec les Noirs et les Asiatiques réduiront les Blancs à une minorité. Et bien sûr, les Musulmans derrière lesquels se cache toujours un terroriste.

Cette peur a été habilement entretenue par Trump et amplifiée par les médias sociaux, avec l'hostilité envers des élites qui ont accentué les écarts de richesse, qui ont abandonné la classe ouvrière. Angoisse d'une majorité en perte de vitesse, d'un pays qui abandonne son exceptionnalisme.

« Je ne reconnais plus mon pays, les latinos illégaux sont mieux traités que les bons ouvriers blancs. »

Trump sait exploiter les sentiments toujours prêts à s'exprimer dans la nature humaine : colère populaire, racisme, ressentiments envers les minorités, jalousie, revanchisme, recherche des boucs-émissaires. Ressentiment envers la dynastie Clinton et son statut privilégié.

Retour au nationalisme.

Le nationalisme a toujours été très fort aux États-Unis mais il se présentait surtout comme un patriotisme intégrateur et triomphant. Aujourd'hui il se présente comme un ressentiment non seulement à l'égard des autres pays qui, selon Trump, exploitent les États-Unis mais aussi à l'égard des immigrants. C'est cela qui le rend dangereux. Je reviendrai sur ce phénomène en traitant du populisme en général.

LE POPULISME EN OCCIDENT

Qu'est-ce que le populisme ? Un mouvement populaire de révolte contre les élites, les corps intermédiaires, les institutions, selon lequel le peuple doit prévaloir et s'exprimer directement auprès d'un gouvernement le plus souvent incarné par un leader charismatique. Cette valorisation exclusive du peuple a souvent pour effet d'enflammer les passions populaires exploitées sans vergogne par des tribuns.

Les populistes contrôlent une majorité de sièges dans les Parlements de 6 pays d'Europe : Grèce, Hongrie, Italie, Pologne, Slovaquie et Suisse. Ils s'opposent aux élites européennes qui favorisent une plus grande intégration à l'Union européenne, la croissance du multiculturalisme et des réformes économiques néolibérales.

Le populisme est souvent accompagné par l'anti-intellectualisme et la prévalence des émotions sur la raison. Il laisse place à tous les vices possibles du raisonnement, à toutes les fautes contre la logique dont la principale est d'universaliser ce qui est particulier, à prendre la partie pour le tout. Il entretient des vieux clichés tels « le peuple a toujours raison », « il est toujours bien de s'opposer à la rectitude politique ».

Le populisme contemporain est animé par le sentiment d'être contrôlé par des forces occultes, notamment la mondialisation. Il prône le retour au contrôle national, au renforcement de l'État national. Il s'inquiète aussi de la présence croissante des minorités ethniques et religieuses et des soi-disant privilèges qu'on leur accorde.

Il est bien naturel qu'on songe à valoriser davantage l'appartenance nationale et l'encadrement national. La démocratie a toujours été accompagnée de fortes valeurs identitaires. Barack Obama le soulignait dans son discours d'adieu : « la démocratie requiert un sens profond de la solidarité : l'idée qu'en dépit de toutes nos différences, nous sommes embarqués ensemble, que nous grandirons ou périrons comme une société. »

« democracy does require a basic sense of solidarity. The idea that, for all our outward differences, we're all in this together, that we rise or fall as one » (Obama, 10.1.16)

En effet, comment peut-on accepter la règle de la majorité sans entretenir un minimum de solidarité qui fait dire à ceux qui ont perdu leurs élections : nous n'aimons pas ce gouvernement mais c'est le nôtre ? Encore aujourd'hui, il n'existe pas de démocratie dans le monde hors du cadre de l'État-nation. L'Union européenne apparaît de plus en plus comme l'exception qui confirme la règle. Mais la nation n'est pas nécessairement un groupe ethnique. La nation peut être multi-ethnique et fonder un vivre-ensemble diversifié. On peut valoriser l'identité sans pour cela tomber dans le repli identitaire. De grandes nations comme les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne ont été des terres d'accueil et peuvent le demeurer à condition de s'appliquer à l'intégration des immigrants, à condition de concevoir des politiques d'immigration qui s'appuient autant sur la bonne volonté des citoyens de souche que sur les règles exigées des immigrants. Cela est devenu particulièrement difficile dans un monde où les flux migratoires augmentent au point de devenir ingérables. Ils étaient 250 millions en 2015 dont 69 millions de réfugiés.

« Comme la plupart d'entre nous, je ressens le besoin viscéral de me sentir connectée à une histoire, une culture, des lieux, des personnes. Cependant, cet enracinement ne saurait se faire au détriment de ceux qui ne partagent pas le même héritage. » (Virginie Larousse, *Le Monde des religions*, janvier 17)

Le populisme contemporain s'oppose à une certaine élite de gauche qui a vanté les vertus du cosmopolitisme au point d'en mépriser les nationalismes. Une élite qui a donné l'impression qu'elle accordait plus d'importance aux droits des immigrants et des diverses minorités sociales, dont les LGBT et autres qu'aux droits de travailleurs de la majorité traditionnelle.

Voici ce que rapporte un chroniqueur du *Globe and Mail* après une longue enquête dans les régions américaines où l'appui à Trump a été fort :

« Un sentiment d'injustice domine les interventions. « *On fait plus pour les immigrés que pour nous* » - attribution de logements et aide sociale sont notamment citées. « *On est dans un pays où, de plus en plus, on aide plus ceux qui ne font rien que ceux qui travaillent.* » »

Il poursuit en faisant valoir que les sentiments fortement anti-immigration se développent davantage dans les régions où les immigrants sont peu nombreux.

(Doug Saunders, « The real reason Trump Was Elected », G.& M., 17.11.16

On peut faire la même constatation chez nous. Il semble que l'opposition à l'immigration soit plus forte en région que sur l'île de Montréal où elle est concentrée.

Dans la recherche de voies de solutions à ces grands dilemmes contemporains, un simple retour à une réflexion soucieuse d'empirisme, de vérité et de logique pourrait donc nous aider à faire un pas en avant. Il est plus important que jamais qu'on enseigne la logique dans nos écoles, qu'on explique ce que c'est qu'un raisonnement vicieux du type : Les terroristes sont musulmans, Mohammed est musulman, donc Mohammed est terroriste.

Mais l'Évangile peut nous permettre d'aller plus loin encore.

LES LUMIÈRES DE L'ÉVANGILE

Il faut rappeler tout de suite que l'Évangile ne nous offre pas un programme politique bien articulé. Méfions-nous donc de ces soi-disant partis chrétiens ou de programme chrétiens.

Nous trouvons cependant dans les enseignements de Jésus-Christ, dans la Bible, des orientations qui peuvent inspirer nos attitudes politiques.

D'abord, un parti pris pour les plus petits, les défavorisés, les laissés pour compte.

«Les chefs des nations dominant sur elles en maîtres, et les grands leur font sentir leur pouvoir. Il n'en doit pas être ainsi parmi vous : au contraire, celui qui voudra devenir grand parmi vous sera votre serviteur» (*Mt 20, 25-26*).

Un chrétien ne saurait donc être sourd à l'appel de ces populations qui se sentent oubliées, ignorées par les élites politiques.

Voici à cet égard l'admirable prière d'un missionnaire jésuite, Jacques Couture, que j'ai eu le bonheur de connaître. Il a œuvré dans les milieux défavorisés de Montréal avant de se faire élire sous la bannière du Parti québécois en 1976 et de devenir ministre du Travail et de l'Immigration. Il s'est contenté d'un seul mandat au gouvernement pour œuvrer jusqu'à la fin de sa vie au Magadascar :

Le Dieu que je sais
se tient à l'ombre de chez moi.
Il mendie chaque jour un peu de riz
et, davantage, un regard d'amour, un visage d'accueil.

Le Dieu que je connais est né sur la paille,
est mort sur le bois.
Et depuis un certain matin de Pâques,
il erre ici et là de par le monde,
se mêle à la foule des anonymes,
des pas-importants, des indésirables.

Je le vois partout se profiler dans les rues de mon quartier.
Il fait tout pour s'effacer, se laisse à peine apercevoir
et neuf fois sur dix on ne le reconnaît pas...

Le Dieu que je connais est impuissant, silencieux
et terriblement gênant.
Il m'empêche de dormir tranquille.
Il hante mes nuits paisibles.
Il dit qu'il a faim, qu'il a soif, qu'il est nu,
qu'il est étranger, qu'il est prisonnier.

Il crie sur le bord de la route.
Il gémit abandonné, rejeté.
Il étale sans pudeur ses os décharnés, son corps meurtri.
J'ai cru entendre sa voix l'autre jour :

*« Je suis toujours là, je ne vous ai pas quittés.
Ah, ne me laissez pas mourir de faim,
Ne me laissez pas encore une nuit sans toit, sans chaleur.
Ne me laissez pas dans cette oppression
subir l'injustice, recevoir des coups, être torturé.*

*Ah, j'ai besoin de vous
aujourd'hui, ce soir même!
Je frappe à la porte et on ne me répond pas.
Il fait froid, je suis seul, personne pour m'aider
à me relever, à panser mes plaies... »*

Le Dieu que je connais s'appelle Jésus Christ.
Il se tient à l'ombre de chez moi...

Un humanisme fondamental qui s'appuie sur une conception de l'homme élevé à l'image et à ressemblance de Dieu. Donc une vision optimiste. Il y a une semence de divinité en chaque être humain. Bien plus, la nature humaine a été directement épousée par Dieu par l'Incarnation. C'est toute la création matérielle qui en a été divinisée.

« ...nous sommes appelés à « accepter le monde comme sacrement de communion, comme manière de partager avec Dieu et avec le prochain à une échelle globale. C'est notre humble conviction que le divin et l'humain se rencontrent même dans les plus petits détails du vêtement sans coutures de la création de Dieu, jusque dans l'infime grain de poussière de notre planète ».18 (Patriarche Bartholomée cité par François dans *Laudato Si*).

« L'ouverture à un "tu" capable de connaître, d'aimer, et de dialoguer continue d'être la grande noblesse de la personne humaine. » LS 119

Un sens très net de la responsabilité sociale, de la solidarité à l'encontre de l'individualisme. La personne humaine, à l'image de la personne divine appelle dans sa notion même l'altérité. « Je suis responsable d'autrui, je réponds de lui, *il est ma définition fondamentale* »* (Emmanuel Levinas, cité par Monique Lortie, billet du 8.1.17)

« On ne comprendra rien à la démocratie telle que nous la vivons dans une diversité croissante si on ne fait pas l'effort de se mettre dans la peau des autres. »

« But if our democracy is to work the way it should in this increasingly diverse nation, then each one of us need to try to heed the advice of a great character in American fiction, Atticus Finch, who said "You never really understand a person until you consider things from his point of view, until you climb into his skin and walk around in it." » (Obama 10.1.16)

Une valorisation évidente de l'étranger : le bon samaritain, la samaritaine et bien d'autres personnages méprisés par tout de monde et vers lesquels se tourne Jésus. L'Église a développé par la suite une longue tradition d'accueil des étrangers de toutes sortes, en dépit de replis identitaires fréquents, de guerres aux infidèles, croisades, inquisition, guerres de religion.

Le Pape François s'est préoccupé tout particulièrement de la crise des migrations dans notre monde.

« L'augmentation du nombre de migrants fuyant la misère, accrue par la dégradation environnementale, est tragique ; ces migrants ne sont pas reconnus comme réfugiés par les conventions internationales et ils portent le poids de leurs vies à la dérive, sans aucune

protection légale. Malheureusement, il y a une indifférence générale face à ces tragédies qui se produisent en ce moment dans diverses parties du monde. Le manque de réactions face à ces drames de nos frères et sœurs est un signe de la perte de ce sens de responsabilité à l'égard de nos semblables, sur lequel se fonde toute société civile. *Laudato Si*, 25.

Universalisme du message évangélique

Nous avons besoin de renforcer la conscience que nous sommes une seule famille humaine. Il n'y a pas de frontières ni de barrières politiques ou sociales qui nous permettent de nous isoler, et pour cela même il n'y a pas non plus de place pour la globalisation de l'indifférence. (LS 52)

Problème délicat : interventions de la hiérarchie auprès des législateurs

Avant de conclure, je veux m'arrêter à la question des interventions politiques de l'Église. Même dans une société laïque, il doit y avoir une place pour de telles interventions. Mais lesquelles ?

L'Église doit-elle se comporter comme un lobby, exercer de fortes pressions pour que les lois se conforment à la doctrine morale de l'Église, notamment en matières d'avortement, de mariage des homosexuels, d'euthanasie ?

Bien sûr, les dirigeants ecclésiastiques sont des citoyens comme les autres et ont droit de faire valoir les convictions morales issues de la tradition et du magistère. Mais dans une société pluraliste, faut-il souhaiter que ces convictions soient imposées à toute la population ? En raison de la liberté de l'acte de foi, de la liberté des consciences, faut-il souhaiter que la loi entrave carrément ces libertés dans des matières aussi controversées que celles que je viens de mentionner ? La société américaine, comme la nôtre, est profondément divisée entre ceux qui se disent pro-choix et ceux qui se disent pro-vie. L'Église officielle a eu tôt fait de se ranger dans le camp des pro-vie. Soit. Mais l'Église n'est-elle pas aussi pro-choix en raison du respect de la liberté de conscience ? N'est-ce pas une attitude chrétienne que de croire qu'il appartient aux femmes elles-mêmes de renoncer à l'avortement ? Quand on sait que l'avortement sera toujours pratiqué abondamment, quelles que soient les lois à cet égard et que le cadre de l'illégalité entraîne souvent des situations d'une immoralité plus grave encore, ne serait-il pas préférable d'accepter la légalité de l'avortement et le libre choix des femmes tel qu'entériné par le jugement de la Cour suprême de 1973 ? Pourquoi les évêques américains souhaitent-ils que ce jugement

soit révoqué au point d'en venir sinon à appuyer la candidature de Donald Trump, à tout le moins de se refuser à appuyer celle d'Hillary Clinton ? J'ose affirmer que c'est là une honte pour l'Église catholique des États-Unis. À supposer qu'on ait raison de souhaiter des lois moins permissives, fallait-il en conclure que cette fin jugée bonne justifie le moyen immoral que constitue l'appui à la candidature la plus immorale de l'histoire des États-Unis ?

Des paroles d'un Pape aussi peu audacieux que Pie XII seraient susceptibles de nous faire réfléchir à ce sujet. Voici ce qu'il disait à un groupe de juristes italiens, le 6 décembre 1953.

« Le devoir de réprimer les déviations morales et religieuses ne peut donc être une norme ultime d'action. Il doit être subordonné à des normes plus hautes et plus générales qui, dans certaines circonstances, permettent et même font peut-être apparaître comme le parti le meilleur celui de ne pas empêcher l'erreur pour promouvoir un plus grand bien. » (Documentation catholique, no 1163, 27 déc. 1953, co. 1605)

Dans le cadre du Concile Vatican II, des documents tels que *Dignitatis Humanae*, déclaration sur la liberté religieuse et la Constitution *Gaudium et Spes* ont élaboré sur le thème d'une liberté religieuse inspirée par l'Évangile de Jésus-Christ tandis que le Pape François cherche à insister sur un message d'amour et de miséricorde aux dépens de positions doctrinales intransigeantes.

Conclusion

Le Royaume de Dieu est toujours en construction sur cette terre, dans notre monde, autour de nous bien que son progrès ne soit guère visible.

On peut trouver que ça n'avance pas très vite. On peut déplorer que l'année 2016 ait été particulièrement marquée par des violations des droits de la personne et le progrès fulgurant des inégalités.

Pourtant, le monde ne s'est jamais si bien porté.

Pauvreté, alphabétisation, émancipation des femmes, déclin des maladies mortelles -- sur à peu près tous les sujets, le monde va mieux que jamais. C'est une raison fondamentale de garder espoir, et d'être prêts pour 2017.

Même pour l'environnement, nous faisons de fantastiques progrès, depuis une protection historique de nos océans à l'irrésistible révolution des énergies propres et renouvelables!

Les extrémistes politiques et les chantres de la division prospèrent sur la peur et le désespoir. Voilà pourquoi ils veulent nous convaincre que le monde est en train de s'effondrer.

Les provocateurs en chef que sont Trump et Poutine ont même loué les services de véritables armées de personnes et de “bots” informatiques qui prennent nos réseaux sociaux en otage à coups de calomnies et de mensonges, médissant à propos de tout et n’importe quoi, à l’exception d’eux-mêmes,

Avaaz est un réseau citoyen mondial de 44 millions de membres qui mène des campagnes visant à ce que les opinions et les valeurs des peuples influent sur les décisions mondiales. (“Avaaz” signifie “voix” dans de nombreuses langues). Nos membres sont issus de tous les pays du monde; notre équipe est répartie sur 18 pays et 6 continents et travaille dans 17 langues.

Le monde est meilleur qu’il l’était il y a 2000 ans et on peut penser que le christianisme y est pour beaucoup.

Louis Balthazar, licencié en théologie, professeur
émérite du département de science politique de l’Université Laval

Cette conférence a été organisée conjointement avec Le Parvis de Québec